



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2798
18 mars 2022
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

Nathalie Arthaud

Communiste, révolutionnaire, internationaliste

p. 8 et 9



VICTORIA VIENNET



Guerre en Ukraine

Catastrophe pour les peuples, bonnes affaires pour les capitalistes

p. 2, 4, 5 et 6

Leur société

- Présidentielles : concurrence guerrière à TF1 7
- Alain Krivine 7
- Migrants : liberté d'installation pour tous 11
- Corse : un retour de boomerang 11
- Lycée Pagnol – Limoges : les élèves ne sont pas des sardines 11
- Nancy : une expulsion scandaleuse 11
- Maison d'arrêt de Rochefort : conditions indignes 11
- Fonction publique : il faut des augmentations 12
- Lycée Allende – Hérouville : visite en cati-ministre 12
- Réfugiés ukrainiens 12
- Morts dans la rue : deux par jour 12

La guerre en Ukraine

- Russie : guerre, sanctions, répression... 4
- Ce que beaucoup pensent tout bas 4
- Gare du Nord – Paris : non au tri entre les réfugiés 4
- Le nationalisme ukrainien renforcé 5
- CNRS – Lyon : chercheurs de tous les pays, restons unis ! 5
- Nos lecteurs écrivent : délire anti-russe 5
- Réfugiés : un accueil fraternel est donc possible ? 6
- Otan : une intervention bien réelle 6

Dans le monde

- Arabie saoudite : le prince assassin 10
- Famine : une guerre faite aux peuples 10
- Yémen : victime des grandes puissances 10
- Climat : l'urgence est à la révolution 16
- Otan ou pas : la France impérialiste 16

Dans les entreprises

- Thales – Vélizy 13
- ADP 13
- KP1 – Les Mureaux 13
- Ehpap Korian – Bois Guillaume 13
- La misère sur les routes 13
- Accident du travail : un plan poudre aux yeux 14
- Air France, Delta, Lufthansa ... 14
- Ryanair 14
- Île-de-France : régularisation des travailleurs sans papiers 15
- Dassault Aviation 15

Élection présidentielle

- Nathalie Arthaud : une idée révolutionnaire peut avoir des conséquences formidables 8
- Jean-Pierre Mercier : les travailleurs n'ont pas à payer pour la guerre en Ukraine 8
- Temps de parole : démocratie sauce bourgeoise 9
- Chauffage : faire payer Total et Engie 9
- Réunions publiques 9
- Fêtes régionales 9
- Meeting central 9
- **La fête de Presles 16**

La guerre en Ukraine, une catastrophe pour les peuples, des affaires exceptionnelles pour les marchands de canons

La guerre est toujours une calamité pour les gens du peuple. D'Ukraine, nous viennent les images d'une tragédie : des files de gens terrorisés qui abandonnent tout, des HLM défoncés et les cadavres de ceux qui n'ont pas pu fuir à temps. Mais elle n'est pas une tragédie pour tout le monde.

Les marchands d'armes se frottent les mains en pensant aux bénéfices qu'ils vont en tirer. La semaine du début de l'offensive russe, l'action de Thales, ce groupe d'armement qui fournit l'électronique des avions Rafale de Dassault, a bondi de 30%. Le PDG de ce groupe, qui devait annoncer au même moment les résultats historiques de son entreprise pour l'année 2021, a pu ajouter que les résultats à venir seraient encore plus impressionnants. Car « *les budgets de défense sont en hausse dans tous les pays développés où nous sommes présents* », a-t-il expliqué. Même en France, où il n'y a pas d'affrontement, on voit déjà les profiteurs de guerre.

Les médias et le gouvernement ont expliqué que les prix des carburants allaient augmenter parce que l'approvisionnement du pétrole en provenance de Russie allait être bloqué. Mais, alors qu'il n'y a même pas encore eu le moindre blocage, les prix de l'essence, du gaz et du fioul se sont envolés ! En réalité, les trusts du pétrole comme Total, BP ou Esso se sont entendus pour pousser les prix à la hausse. Et ensuite la spéculation financière a fait le reste.

La spéculation touche tous les secteurs. L'Ukraine étant un important producteur de blé, le prix de cette céréale a battu son record absolu. Partout, les denrées alimentaires vont être encore plus chères. Mais dans les pays pauvres, cela signifie des famines programmées. Et comme au Moyen Âge, c'est quand la pénurie est la plus aiguë que les accapareurs font les affaires les plus juteuses.

La guerre est une gigantesque affaire commerciale. Les industriels du textile vont récupérer les marchés de fournitures aux armées. Ceux de l'agroalimentaire vont se charger de les nourrir. Ils feront comme les trusts du pétrole ont fait avec l'essence : profitant de leur position dominante, ils fixeront leurs prix. Les banques en profiteront

aussi pour endetter les États qui vont augmenter leurs dépenses d'armement. Et les États feront payer les populations.

Les sanctions mises en place par les pays occidentaux contre la Russie vont aussi attiser les rivalités économiques au sein du camp occidental. Les États-Unis, qui viennent de déclarer l'embargo sur le gaz russe, veulent que les pays européens fassent de même. Les groupes pétroliers américains espèrent bien récupérer les marchés des entreprises russes en Europe. Peut-être cela fera-t-il les affaires d'EDF qui augmentera alors ses exportations d'électricité produite par ses centrales nucléaires. Mais cela s'oppose directement aux intérêts des industriels allemands pour qui le gaz russe est une des sources énergétiques principales. Les combats militaires ne mettent pas fin à la guerre économique. Ils en sont le prolongement.

Les prolétaires ukrainiens paient déjà les rivalités entre les grandes puissances occidentales et la Russie par du sang et des larmes. Les prolétaires russes le paient aussi par le renforcement de la dictature de Poutine et vont le payer plus encore avec le blocus que veulent mettre en place les Occidentaux et qui risque de leur faire revivre l'effondrement économique catastrophique qu'ils ont vécu il y a trente ans, au moment où Eltsine a organisé l'éclatement de l'URSS.

Mais nous, prolétaires ici en France, sommes aussi dans le même bateau. Le gouvernement français prétend que désormais, à cause du conflit en Ukraine, tout le monde va devoir se serrer la ceinture et que, riches et pauvres, nous serions tous concernés. C'est de la propagande pour nous mettre à la remorque des intérêts des trusts français.

Si nous ne voulons pas être soumis à l'aggravation de l'exploitation aujourd'hui et devenir de la chair à canon demain, nous devons nous organiser pour défendre nos intérêts de classe. Et tant que notre classe sociale n'est pas capable de renverser ce système pourri, il faut au moins que la colère contre celui-ci s'exprime. Le vote pour ma candidature à l'élection présidentielle en donnera l'occasion.

Nathalie Arthaud



Des soldats ukrainiens lancent un missile américain.



À Irpine, dans la banlieue de Kiev.

Retraites : guerre aux salariés

Alors que les profits des grandes entreprises battent des records, que la précarité explose, Macron-candidat prétend repousser l'âge de départ à la retraite à 65 ans.

Dans sa *Lettre aux Français* du 3 mars il a annoncé la couleur : « Il nous faudra travailler plus et poursuivre la baisse des impôts pesant sur le travail et la production. » En clair, pour continuer à distribuer des baisses d'impôts aux patrons qui se gavent déjà d'argent public, Macron demande aux salariés de vieillir au travail.

Pourtant, et depuis 1981,

la productivité du travail n'a fait que croître, un seul travailleur produit bien plus de richesses qu'alors. Où sont passés les fruits de cette hausse de la productivité, le produit de l'accroissement des cadences ? Ils ont échoué dans les coffres-forts des grands actionnaires et sur les marchés spéculatifs. L'argent pour payer les retraites existe

donc. Le problème est que le patronat ne veut plus les payer.

Cette attaque ne fera qu'en aggraver d'autres. Les patrons ne se privent pas de licencier les travailleurs les plus âgés, notamment parce qu'ils touchent des salaires plus élevés. Nombre de salariés seront donc licenciés bien avant 65 ans et verront leur retraite amputée des années passées au chômage. Et si le président candidat prétend qu'il garantira un minimum retraite de 1 100 euros, une

misère, ce sera seulement pour ceux qui auront cotisé toutes leurs annuités.

Contre cette nouvelle attaque contre les retraites

les travailleurs devront imposer leurs exigences, avant, pendant et après les élections.

Aline Urbain



Carburants : Castex pour Total, casse-tête pour les autres

Devant l'envolée des prix des carburants, concomitante de celle des profits des compagnies pétrolières, chacun réagit selon sa position sociale.

Les salariés contraints d'utiliser leur véhicule pour se rendre au travail serrent les dents pour l'instant en regardant la hausse des prix ronger leur niveau de vie. Ceux qui se déplacent toute la journée, aides à domicile,

infirmières libérales, ou qui doivent faire beaucoup de kilomètres pour peu d'heures de travail, font leurs comptes : il y a un moment où on ne travaille plus que pour payer le gasoil.

Les petits patrons de

la pêche, du bâtiment, du transport affirment que leurs marges sont rongées, voire qu'ils travaillent à perte. Certains ont commencé à bloquer des dépôts de carburants en Bretagne pour exiger une baisse des prix.

Les patrons des compagnies pétrolières, à commencer par Total, dont les

bénéfices avaient déjà explosé l'an passé, profitent de la tension sur les prix, voire la créent, pour engranger des surprofits spéculatifs. Des pétroliers remplis jusqu'à la gueule d'or noir payé au prix de l'année dernière attendent sur les mers de savoir quel port prendra leur cargaison au prix de l'année prochaine ! Total, BP, Exxon et les autres font ainsi tout ce qu'il faut pour faire grimper la note.

Leurs collègues des grandes industries consommatrices d'énergie savent sonner aux bonnes portes pour que l'État ou les collectivités locales leur aident à payer leurs factures de carburant, de gaz ou de courant. À la population, le Premier ministre Castex promet une remise de 15 centimes du litre à partir du 1^{er} avril, directement déduite à la pompe et remboursée par l'État aux commerçants. Il demande de plus aux pétroliers de bien vouloir faire un effort, voire

à Total de reverser une partie de ses bénéfices, sans réponse claire pour l'instant. En effet, l'État ne peut pas se contenter de baisser les taxes, car cela ne changerait rien pour ceux qui en sont exemptés en grande partie, routiers et patrons pêcheurs par exemple, et qui sont malgré tout étranglés par la hausse. Castex, inimitable, n'en déclare pas moins : « 15 centimes offerts par l'État et cinq par les pétroliers, cela fait 20 centimes dans la poche des Français. » Et il ose se vanter d'un geste aussi dérisoire !

Le représentant de l'Union des industries pétrolières a commenté d'un sobre « c'est normal que tout le monde s'y mette », sans donner ni date ni chiffre ni quoi que ce soit d'autre que des certitudes de généreux dividendes aux actionnaires. L'expropriation sans indemnité ni rachat, c'est bien tout ce que ces gens-là méritent.

Paul Galois

Épidémie : les masques tombent, le virus se porte bien



Depuis lundi 14 mars, le port du masque n'est plus obligatoire que dans les établissements de santé et les transports, et le passe vaccinal est levé, sauf dans les hôpitaux, les Ehpad, etc.

Se vantant de ces mesures, Castex avait quasiment annoncé la victoire dans la guerre contre l'épidémie de Covid avec, bien sûr, Macron comme vainqueur de cette guerre. Mais, à un mois du premier tour de la présidentielle, la ficelle est si grosse qu'elle n'a convaincu... que les vaincus d'avance.

En effet, Castex fait fi des déclarations précédentes du ministre de la Santé, Olivier

Véran, qui avait annoncé la levée des mesures sanitaires quand il n'y aurait plus que 1 500 personnes en réanimation. Or le 11 mars ce chiffre était encore de près de 2 000. De plus, Véran s'inquiétait de la recrudescence de l'épidémie, qui en arrive à plus de 100 000 nouveaux cas par jour. Certains experts parlent même d'une sixième vague liée à un variant d'Omicron encore plus virulent. Véran notait

d'ailleurs une situation identique dans les autres pays européens. Quant à Castex, le 12 mars, il demandait que les plus de 80 ans, soit 4,1 millions de personnes, se fassent vacciner une quatrième fois et il envisageait la même chose pour les plus de 65 ans présentant des facteurs de risque.

Le virus circule donc toujours abondamment mais Macron, Castex et Véran n'en tiennent pas moins à afficher leur optimisme et, surtout, leur politique n'a pas changé depuis le premier confinement de mars 2020. À l'hôpital comme ailleurs, c'est encore et toujours la recherche des économies par la poursuite des fermetures de lits, le refus des embauches massives indispensables et de la revalorisation des salaires.

Si demain l'épidémie reprend, on est prévenu : un Macron réélu n'hésiterait pas à reprendre ses discours guerriers et à attribuer la reprise de l'épidémie au public qui n'aura pas suivi ses conseils.

Cédric Duval



Russie : guerre, sanctions, répression...

Poutine vient de limoger deux généraux chargés de la sécurité intérieure à la FSB (l'ex-KGB), accusés de corruption. Cette accusation qui vaut pour n'importe quel homme du régime, tant la corruption lui est une seconde nature, dissimule bien mal le fait que, trois semaines après le début d'une guerre qu'il voulait éclair, le président russe a besoin de boucs émissaires.

Les sanctions pleuvent donc sur certaines têtes au sommet. D'autres sanctions, qui frappent cette fois la population, ne cessent de tomber, venant de l'Occident. Chaque jour ou presque en annonce de nouvelles. Officiellement, elles sont censées viser les hiérarques du régime, les proches du président, et les oligarques, ces magnats auxquels, en échange de leur loyauté, Poutine a permis et permet de s'enrichir sans limite par le pillage du pays et de sa population.

Des sanctions qui frappent la population

On ne sait pas si, comme certains dirigeants occidentaux le prétendent, ces sanctions pousseront à désolidariser du régime ceux qui sont ou apparaissent comme ses propres hommes d'affaires. Pour ceux d'entre eux qui n'avaient pas pris leurs précautions en quittant la Russie à temps, le fait de ne plus pouvoir dépenser des sommes folles dans des stations de ski huppées comme Courchevel, ou regagner leur villa de luxe près de Miami ou rejoindre leur yacht sur la Côte d'Azur n'a certainement pas de

quoi faire pleurer dans les chaumières.

Mais, malheureusement, les sanctions occidentales frappent surtout, sinon exclusivement, les travailleurs et les petites gens de Russie. C'est le cas, par exemple, des 62 000 salariés que McDonald's a jetés à la rue du jour au lendemain quand la firme a décidé de fermer tous ses magasins russes, en représailles, a-t-elle dit, contre l'invasion de l'Ukraine. Ikea comme McDonald's sauront, n'en doutons pas, se faire indemniser par les gouvernements. Mais leurs salariés russes ? Il se dit qu'ils seront indemnisés par leur ancien employeur. Mais quand, comment le seront-ils et sur quelle base ? De toute façon, cela ne pourrait se faire qu'en fonction de leur salaire déclaré, qui est bien moindre que leur salaire réel, déjà pas bien grand.

Cela vaut pour des centaines de milliers d'autres travailleurs de grands groupes occidentaux qui ont fermé, ou ceux de certaines de leurs filiales, qui elles aussi ont licencié : dans l'automobile, la grande distribution, les services, etc.

Cela atteint des propor-

tions telles que le Kremlin évoque maintenant la possibilité de nationaliser les entreprises de 59 des 350 grands groupes concernés pour les remettre en route. Mais ce qu'on voit déjà, c'est qu'une partie importante de la classe ouvrière russe est frappée par ces sanctions.

Le 1^{er} mars, le ministre français de l'Économie, Bruno Le Maire, avait déclaré qu'avec ses sanctions l'Europe allait « *livrer une guerre économique et financière totale à la Russie* » et que « *le peuple russe en paiera aussi les conséquences* » ; il avait prétendu, quelques heures plus tard, qu'on l'avait mal compris. Mais pas du tout, ce grand commis de la bourgeoisie française a juste souligné que, même quand les États bourgeois prétendent viser les dirigeants et les nantis d'un autre pays, la Russie en l'occurrence, ils n'hésitent pas un instant à frapper les travailleurs qui sont en réalité les premières victimes.

Ils le sont à plus d'un titre. Ils le sont au travail, puis quand ils font leurs courses, avec le fort renchérissement des produits importés, les pénuries qui s'installent – beaucoup de magasins, d'alimentation interdisent les achats en grosse quantité. Ils le sont aussi comme parents de jeunes adultes. Car si, au début, Poutine prétendait que l'armée n'envoyait que des professionnels et des volontaires en Ukraine, il a



Un McDonald's fermé en Russie.

dû reconnaître – sans doute avec l'arrivée des premiers cercueils de soldats tués au combat – qu'il y avait parmi eux des conscrits. En ce domaine, les petits bourgeois de Moscou et de Saint-Petersbourg avaient souvent pris les devants en envoyant leurs fils en âge d'être appelés se cacher à l'étranger, via la Turquie ou la Finlande. Mais, là encore, les familles populaires de province, et même des grandes villes, n'en ont généralement pas eu l'occasion, ni surtout les moyens. Si cette guerre dure, elles vont probablement payer un lourd tribut de sang au régime russe, à la haine qu'il aura semée parmi la population « d'en face », et parmi les soldats ou membres de la défense territoriale qui en sont issus.

Le char et la matraque

De façon logique, en même temps qu'il écrase sous ses bombes la population ukrainienne, le pouvoir durcit sa répression, en Russie même, contre tous ceux qui ne s'alignent

pas derrière lui au garde-à-vous. Les manifestations se font plus rares car la police les bloque systématiquement de façon préventive et brutale. Mais les tribunaux tournent à plein régime pour condamner à des peines de plus en plus lourdes ceux qui ont été arrêtés pour avoir manifesté ou pour avoir distribué des tracts contre la guerre, contre ses responsables. Dans certains cas, ils sont jugés après avoir été dénoncés – produit pourri de l'atmosphère belliciste et policière attisée d'en haut – parce qu'ils proclament que les travailleurs russes et ukrainiens ne sont pas ennemis, et qu'ils ont les mêmes intérêts fondamentaux.

Ceux qui tiennent ce langage de classe et internationaliste sont certes trop peu nombreux. C'est pourtant sur ces idées-là que repose le seul espoir que cette guerre ne débouche pas sur une barbarie encore pire pour toute cette région et les peuples qui y vivent.

Pierre Laffitte

Ce que beaucoup pensent tout bas



Lundi 14 mars, une femme a fait irruption sur le plateau de la chaîne russe Pervy Kanal, sachant qu'elle serait arrêtée pour cela, brandissant un panneau contre la guerre.

Dans une vidéo enregistrée au préalable, elle dénonçait cette guerre

qui déchire deux peuples frères. Son propre père est ukrainien et sa mère russe, un cas qui n'a rien d'exceptionnel car c'est l'un des innombrables reflets de l'histoire et de la culture communes des populations de cette région du monde, de la Russie et de l'Ukraine en

particulier.

Cette femme courageuse, Marina Ovsyannikova a été arrêtée, puis libérée avec une amende. Mais ce qu'elle a proclamé sur les écrans de télévision est sans doute ce que beaucoup pensent tout bas.

Pierre Merlet

Gare du Nord – Paris : non au tri entre les réfugiés !

À la gare du Nord, à la SNCF, la direction demande aux cheminots du commercial, qui informent les usagers et vendent des billets, de fournir des coupons de passage aux réfugiés ukrainiens afin qu'ils puissent voyager gratuitement sur le réseau Île-de-France.

Au moment de la prise de service, au briefing, les cheminots ont choisi de dire ce qu'ils pensaient de ces consignes. Pour

eux, il est hors de question de faire le tri entre les réfugiés.

Ceux qui fuient les guerres ou la misère ont tous le droit au même accueil. Les agents de la gare, à l'image de toute la classe ouvrière, viennent de la terre entière, et cela leur semblait une évidence. Ils ont décidé ensemble de donner des coupons de passage à chaque réfugié qui le demandera, d'où qu'il vienne.

Correspondant LO

La nationalisme ukrainien renforcé

Alors que la guerre s'intensifie et que les troupes russes continuent leur progression, le porte-parole du Kremlin a déclaré lundi 14 mars : « Le ministère de la Défense, pour assurer la sécurité maximale des populations civiles, n'exclut pas la possibilité de prendre le contrôle total des grandes villes qui sont déjà encerclées. » En fait de « sécurité », les bombardements continuent.

D'après l'ONU, on approche désormais de trois millions de réfugiés hors du pays, auxquels il faut ajouter au moins deux millions de déplacés à l'intérieur de ses frontières. À proximité des combats, des milliers de personnes dorment dans les gares en attendant un train. Dans les quartiers assiégés et bombardés, on manque d'électricité, d'eau et de gaz, il n'y a plus de chauffage alors que les températures sont encore hivernales. La nourriture manque, notamment pour les enfants. Beaucoup de gens se retrouvent piégés, une femme le disait à une journaliste : « *Même partir cela fait peur!* » Car comment partir, et où aller ?

Côté russe, la propagande prétend donc que la Russie n'attaque pas mais défend les Ukrainiens contre leur propre gouvernement et les milices d'extrême droite, insistant sur le fait que la

guerre dure dans le Donbass depuis huit ans. Les médias russes relaient en boucle un bombardement ukrainien sur Donetsk qui a fait plus de vingt morts en pleine rue. Ils vantent l'ouverture de couloirs humanitaires vers l'est.

Mais le problème auquel sera confrontée l'armée russe sera de plus en plus celui du contrôle des zones conquises. Le moral des soldats russes ne peut qu'être ébranlé par l'hostilité ouverte que leur manifeste une partie de la population. Près de Kiev, des panneaux s'adressent à eux en russe car la langue des belligérants est la même de part et d'autre. « *Soldat russe, arrête-toi! Comment pouvez-vous regarder vos enfants dans les yeux? Ne prenez pas une vie au nom de Poutine!* »

En terrain conquis, l'armée russe doit s'assurer le



Immeuble d'habitation bombardé à Kiev.

conours des autorités ou en installer des nouvelles. Les 11 et 13 mars, elle a ainsi carrément kidnappé les maires de Melitopol et de Dniproroudné. Une politicienne locale prorusse en a pris la place à Melitopol, au nom d'un prétendu « comité d'élus du peuple », dénonçant les manifestations de centaines de personnes qui appelaient à libérer le maire. Le résultat de l'occupation est sans doute de souder une partie de la population derrière ses dirigeants, quoi qu'elle ait pu penser d'eux auparavant.

Le fait est que, avant le début de la guerre, Zelensky et son gouvernement étaient apparus impuissants contre la corruption endémique, incapables de résoudre le conflit dans le Donbass et de s'attaquer à la misère et aux inégalités criantes. Sa popularité était largement érodée. Mais, au lieu de faire tomber son gouvernement comme l'espérait peut-être Poutine, la guerre lui a donné de nouvelles armes sur le terrain du nationalisme.

Le bombardement des villes de Kharkiv, Tchernihiv, Marioupol et d'autres, celui de quartiers d'habitation notamment, a ouvert sans surprise un boulevard aux va-t-en-guerre antirusse, qui auparavant

n'avaient pas réussi à entraîner massivement la population derrière eux. Kherson, l'un des ports de la mer Noire visés par l'armée russe, a été le premier à tomber. Depuis lors, des manifestations pro-ukrainiennes y ont lieu, des milliers de personnes invectivant les troupes russes sur la place centrale. Comme le dit un témoin à un journaliste : « *Dès que la guerre a commencé, même ceux qui ressentait une certaine affection pour la Russie sont passés à l'agressivité pure.* »

Côté ukrainien, seuls peuvent se réjouir ceux qui se considèrent comme en guerre permanente avec la Russie, au moins depuis 2014 et les combats contre les séparatistes du Donbass. Telles ces « fondations privées » évoquées par le journal *Le Monde*, animées par des nationalistes ukrainiens qui récoltent des fonds pour armer les combattants. Dans son enthousiasme, le journaliste

va jusqu'à parler de fondation « caritative » ! L'un des responsables interviewés, lui, répète à l'envi sur les réseaux sociaux que les Russes doivent souffrir, et qu'il faut établir un gouvernement purement ukrainien sans aucun Russe. De la part de ces gens-là, la guerre est une opportunité, et leur langage militaire est le pendant de la propagande russe.

Tous ceux qui veulent ainsi élargir encore le fossé de sang que la guerre a déjà creusé sont des ennemis de leur propre peuple. Ils ne rêvent que de l'asservir eux-mêmes sur la petite portion de territoire où ils revendiquent le pouvoir. Les capitalistes et les dirigeants occidentaux qui, de manière intéressée, arment actuellement le camp ukrainien, jettent de l'huile sur un feu que la politique criminelle de Poutine contribue à alimenter.

Pierre Merlet



En 2014, un stand d'un parti d'extrême droite sur le Maïdan à Kiev.

CNRS – Lyon : chercheurs de tous les pays, restons unis !

Le CERN de Genève a suspendu le statut d'observateur de la Russie. En conséquence, certaines équipes de chercheurs qui travaillent dans ce laboratoire international demandent aux agences nationales comme l'IN2P3 de Lyon, membre du CNRS, de choisir si elles souhaitent bannir les chercheurs russes de la

liste des signataires des publications scientifiques à venir. Comme si, du fait d'être russe, on devait forcément être mis au ban de la société.

Lors d'une consultation d'un groupe de chercheurs lyonnais, tous ont tenu à dire leur solidarité avec leurs collègues tant russes qu'ukrainiens, et leur souhait que leur travail

continue à être reconnu et donc leurs signatures maintenues. Loin du climat nationaliste et belliqueux ambiant, l'un d'eux a souligné qu'il était fier de travailler dans un environnement où des chercheurs de tous les pays peuvent travailler au coude à coude même si leurs pays sont en guerre.

Correspondant LO



Nos lecteurs écrivent : délire anti-russe

Je voudrais vous faire part d'un témoignage, qui illustre un des aspects détestables du nationalisme à l'œuvre ces jours-ci.

Ma collègue a la double nationalité, française et russe. Cela faisait plusieurs mois qu'elle travaillait en prestation pour le CNRS comme ingénieure informatique. Elle était dans un secteur qui ne nécessitait aucune habilitation, c'est-à-dire qui n'impliquait pas des informations « sensibles ». Et pourtant le CNRS a brutalement mis fin à sa mission pour cause de guerre en Ukraine. Faut-il comprendre que, selon le CNRS, être d'origine

russe c'est être suspect ou dangereux ?

De plus, il s'avère que cette collègue, loin d'être un soutien de Poutine, se montrait même choquée par le rapprochement des États européens « démocratiques » avec Poutine, et elle nous expliquait qu'il était l'homme du KGB, la police de Staline. Et quand on sait qu'elle avait dû quitter la Russie avec sa famille pour éviter à son fils – en âge d'être enrôlé – de partir faire la guerre en Tchétchénie, on ne peut qu'être révolté par ce qui lui arrive aujourd'hui.

Michèle (Paris)

Réfugiés : un accueil fraternel est donc possible ?

Depuis le début de la guerre en Ukraine, le gouvernement français a décidé d'ouvrir largement la porte aux réfugiés ukrainiens qui fuient les bombardements. La SNCF a par exemple décidé de leur accorder la gratuité sur ses trains.

Ainsi, à l'arrivée en gare, des messages en ukrainien et en russe sont diffusés pour leur indiquer que des volontaires de la Croix-Rouge les attendent au bout du quai. Des banderoles en cyrillique sont brandies. Les réfugiés sont ensuite dirigés vers les hébergements recensés par les préfetures, chargées de coordonner les propositions des maires et des associations.

Cette intervention de l'État se superpose à l'élan spontané de solidarité suscitée dans la population par les images d'immeubles bombardés et de femmes et d'enfants fuyant sous les bombes, un élan qui se traduit par de nombreuses initiatives, collectes ou propositions d'hébergement, pour aider celles et ceux qui ont réussi à franchir les frontières polonaise ou roumaine. Si cette attitude

du gouvernement est bien la moindre des choses, elle montre en même temps qu'un tel accueil est possible.

Le contraste est d'autant plus criant avec la politique menée vis-à-vis de tous les autres migrants. Dans les trains venant d'Italie, ce ne sont pas des places gratuites que l'on offre aux Africains qui tentent de passer en France, mais la matraque pour les renvoyer là d'où ils viennent. Ce n'est pas l'accueil chaleureux auquel ils auraient droit que l'on offre aux migrants mineurs, mais des interrogations sans fin sur leur âge afin de les refouler. Quand les préfets se préoccupent de savoir où peuvent dormir ceux qu'ils appellent des clandestins, c'est pour traîner devant la justice les hommes et les femmes qui prennent le risque de les

abriter. Quant à l'hébergement, l'action habituelle du gouvernement consiste à faire détruire par la police les campements de migrants, à Calais ou dans la banlieue parisienne, avec pour consigne de lacérer ou de confisquer les tentes pour laisser leurs possesseurs exposés au froid.

Le Darmanin qui se met en scène à la frontière polonaise pour déclarer que la France est prête à accueillir 50 ou 100 000 réfugiés ukrainiens est aussi celui qui se vante de procéder à davantage d'expulsions que ses prédécesseurs, qui prône l'enfermement des migrants dans des camps aux frontières de l'Europe pour y examiner leurs demandes d'asile avant qu'ils n'y pénètrent, ou qui organise la chasse aux réfugiés à Calais. On voit aujourd'hui Marlène Schiappa, ministre déléguée auprès de Darmanin, lancer une plateforme « Je m'engage pour l'Ukraine » afin de venir en aide aux familles ukrainiennes. Pourquoi cela



Camp de réfugiés à Calais.

n'a-t-il jamais été fait pour aider les familles afghanes ou syriennes, elles aussi contraintes à fuir leur pays sous les bombes ?

L'aide apportée par le gouvernement n'est pas gratuite. Elle lui sert à faire adhérer la population à sa politique, y compris sur le plan international. Elle lui sert à faire partager ses propres buts de guerre, pour lui permettre demain d'embrigader la population

dans celle qu'il choisira de livrer. Il n'y a rien d'étonnant à ce que cette aide exclue tous ceux qui fuient la guerre et la misère dans les pays pauvres. À ceu-là, il réserve la répression. Pour les travailleurs, il n'y a pas de distinction à faire entre ceux qui seraient des « bons » et des « mauvais » migrants. Et il n'y a aucun crédit à accorder à la politique des gouvernements.

Daniel Mescla

OTAN : une intervention bien réelle

Les dirigeants occidentaux le martèlent : « L'OTAN n'est pas en guerre contre la Russie ». Ils multiplient les précautions pour éviter une guerre frontale avec celle-ci, après avoir soutenu les Ukrainiens les plus nationalistes et tout en livrant massivement des armes à l'Ukraine.

Depuis 2014, les États-Unis ont alloué quelque 2,7 milliards de dollars d'aide à l'armée ukrainienne. Outre les armes

destinées à alimenter la guerre meurtrière du Donbass, ils ont envoyé des instructeurs pour former et encadrer les milices

ultranationalistes, hostiles aux russophones ukrainiens. Les États-Unis et l'OTAN ont ainsi reconstitué, modernisé et équipé une armée ukrainienne en guerre depuis huit ans avec les séparatistes pro-russes. Cette politique ne pouvait qu'être interprétée comme une menace directe par le régime de Poutine.

Depuis l'invasion russe du 24 février, une nouvelle enveloppe de 350 millions de dollars a immédiatement été attribuée par le département américain de la Défense. Des convois de munitions, de drones, de missiles antichars ou antiaériens ne cessent d'arriver en Ukraine par la Pologne ou la Roumanie, tandis que des instructeurs étrangers continuent de former les recrues ukrainiennes. Ce sont ces armes et ces troupes que visait l'armée russe en bombardant le 13 mars une base militaire proche de la frontière polonaise. Si la presse s'est indignée de cette destruction, agitant la menace, à ce jour purement propagandiste,

d'une extension de la guerre à la Pologne, les dirigeants occidentaux sont restés muets sur le nombre de leurs mercenaires tués.

En effet, ces dirigeants, dont toute la politique depuis au moins dix ans, a consisté à provoquer Poutine par l'Ukraine interposée, ne veulent pas être entraînés dans une guerre frontale face à la Russie. C'est aussi la raison pour laquelle les dirigeants américains se sont opposés à la livraison par la Pologne des avions Mig réclamés par Zelensky car utilisables sans formation par les pilotes ukrainiens. Les Ukrainiens poussés dans une arène sanglante sont ainsi utilisés par les dirigeants occidentaux. Quand ils les encouragent à se battre, saluent leur courage et les montrent en exemple, ils tentent aussi de préparer leurs propres peuples à faire un jour la guerre.

La prudence des dirigeants américains ne tient pas à un sens des responsabilités qui leur commanderait

de tout faire pour éviter une nouvelle guerre mondiale ou une guerre nucléaire. De Hiroshima à Bagdad, du Vietnam à l'Afghanistan, ils ont montré maintes fois, dans un passé lointain ou récent, leur mépris des populations et leur irresponsabilité quant à l'usage d'armes de destruction massive. Leur prudence résulte de leurs objectifs actuels : il s'agit d'abord pour eux d'affaiblir la Russie de Poutine, de réaffirmer leur suprématie sur leurs alliés européens, de tester et vendre des armes, de renforcer la domination de leurs trusts pétroliers, gaziers, céréaliers ou ceux du complexe militaro-industriel.

Pourtant, si la prochaine guerre mondiale n'est pas enclenchée, elle est inscrite dans les gènes du capitalisme. Sur le terrain militaire comme sur celui de l'embrigadement moral des populations, la guerre en Ukraine sert déjà de répétition générale.

Xavier Lachau



Instructeur américain dans la région du Donbass.

Présidentielle : concurrence guerrière à TF1

Lors de l'émission organisée pour les huit candidats à l'élection présidentielle sélectionnés par TF1 lundi 14 mars, on a pu constater le profond accord entre les prétendants, ceux qui les invitent et ceux qui commentent les débats.

Tout d'abord personne n'a contesté l'intitulé de l'émission, «La France face à la guerre». Pourtant la question de la guerre se pose différemment pour les actionnaires de Total, de Dassault et de la Société générale, ou pour les familles populaires à qui on demande de se préparer aux sacrifices. Tous les candidats, au-delà des différences superficielles, ont bien pris soin de masquer cette différence au nom d'un prétendu intérêt national dans lequel seraient confondus les profits du milliardaire et le salaire du travailleur, voire, un jour, le pactole du marchand de canons et la misère du soldat.

Sur cette base commune, Péresse, Macron, Le Pen, Mélenchon et Zemmour ont joué la partition du politique responsable guidant son peuple dans un monde difficile et lui évitant,

aujourd'hui, la guerre avec la Russie. Pour demain, tous promettent une augmentation du budget militaire. Macron a ouvert de dix milliards durant son mandat, Le Pen a relancé de dix, Péresse de quinze, Zemmour surblindé de vingt et d'un deuxième porte-avions. Mélenchon garde en réserve sa carte maîtresse, la dissuasion par l'espace, plus efficace encore dit-il que la dissuasion nucléaire. Quel avenir!

Jadot et Hidalgo avaient préféré pour cette soirée endosser l'habit du farouche combattant de la démocratie prêt à se battre jusqu'à la mort du dernier franc-tireur ukrainien. Ils n'ont pas eu de mots assez durs envers Poutine, ni assez de références historiques pompeuses, de déclamations martiales. Ils visaient en fait Mélenchon, à qui ils tentent de reprendre quelques voix



en l'accusant de faiblesse envers un dictateur. C'est évidemment lamentable au regard de la situation, et de plus ridicule car chacun des huit, une fois porté au pouvoir ou lorsqu'il y est passé, traitera ou a traité, commercé, négocié avec tous les dictateurs de cette planète. La France, la leur, celle des marchands de canons et des banquiers n'est-elle pas au mieux avec l'Arabie saoudite qui a récemment fait exécuter 81 prisonniers.

Le huitième candidat, Fabien Roussel, tout communiste qu'il se dise, s'est

aussi fait le chantre de l'intérêt national et de la voix de la France toutes classes confondues. Il s'est par ailleurs contenté de demander une fois de plus l'intervention de l'ONU pour réconcilier les peuples. C'est au mieux parler pour ne rien dire, au pire vouloir laisser faire les puissants dont l'ONU n'est que le paravent.

La guerre est une conséquence de la course au profit, de la concurrence, des barrières étatiques, de l'impasse économique du capitalisme. On ne peut en venir à bout sans renverser le système qui l'engendre.

C'est ce qu'avaient entrepris, après trois ans de guerre mondiale, les soldats et les ouvriers entrant en révolution à partir de 1917, en Russie puis dans toute l'Europe.

Quatre candidats sur douze n'étaient pas invités à cette émission sur décision souveraine de la direction de TF1. C'était le cas de Nathalie Arthaud qui, à la différence de cet aréopage, aurait pu rappeler ces vérités et proposer la perspective d'un monde sans guerre car sans capitalistes et sans frontières.

Paul Galois

Alain Krivine

C'est avec une grande tristesse que nous avons appris le décès d'Alain Krivine, survenu le 12 mars à Paris, à l'âge de 80 ans.

Celui qui nous quitte a été jusqu'au bout un militant communiste révolutionnaire.

Son histoire se confond avec celle du courant politique représenté longtemps par la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), avant qu'elle donne naissance au Nouveau parti anticapitaliste (NPA). Même si bien des choses ont séparé et continuent de séparer notre courant, Lutte ouvrière, de celui qu'Alain Krivine a ainsi incarné toute sa vie, il a toujours été pour nous un camarade.

Lutte ouvrière avait appelé à voter pour lui en 1969. Depuis la caserne où il était mobilisé, il s'était alors porté pour la première fois candidat à l'élection présidentielle, cinq ans avant qu'Arlette

Laguiller soit à son tour candidate, en 1974. Mais les occasions de nous retrouver ensemble, du même côté de la barricade, ne se sont évidemment pas résumées à des échéances électorales.

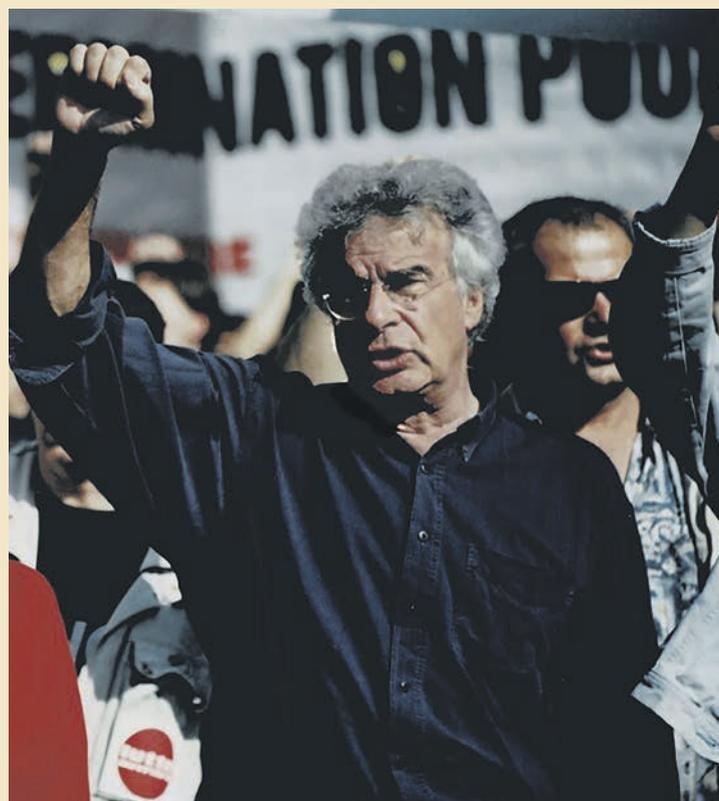
Ce n'est pas le lieu de retracer ici tout ce qui, au cours de plusieurs décennies, a pu nous réunir ou au contraire nous éloigner. Rappelons cependant qu'en 1999 la liste commune de Lutte ouvrière et de la LCR avait obtenu cinq élus au Parlement européen, dont Arlette Laguiller et Alain Krivine. Cela avait été une nouvelle occasion de nous retrouver côte à côte pour faire entendre, pendant les cinq ans de ce mandat, le courant révolutionnaire. C'était cette fois – et une fois n'est pas coutume – du

sein d'un parlement bourgeois qu'il fallait le faire, en tentant naturellement de faire porter cette voix bien au-delà. Là aussi, au cours de cette expérience, les différences politiques entre nous n'ont jamais empêché une collaboration étroite, la solidarité et la fraternité.

Nous garderons d'Alain le souvenir de sa conviction, de sa chaleur, de l'énergie infatigable qu'il a mise à défendre ses idées et à faire vivre le courant révolutionnaire, en France et au-delà. Si, malgré toutes les difficultés, ce courant est toujours bien vivant aujourd'hui, on le doit aussi à Alain.

Lutte ouvrière sera bien sûr présente à ses obsèques, qui auront lieu lundi 21 mars à 15h30 au crématorium du cimetière du Père-Lachaise.

Michel Rodinson pour Lutte ouvrière



« Contrairement à d'autres qui se disaient révolutionnaires en 1968 mais qui se sont ensuite intégrés à la société bourgeoise, Alain Krivine est toujours resté fidèle à ses idées. Ayant été élus ensemble en 1999 sur une liste LO-LCR aux élections européennes, j'avais pu apprécier le militant. »

Arlette Laguiller



NATHALIE ARTHAUD

LE CAMP DES TRAVAILLEURS

lutte
ouvrière

“Une idée révolutionnaire peut avoir des conséquences formidables”

Nathalie Arthaud poursuit sa campagne et continue à défendre le programme de lutte du camp des travailleurs dans ses réunions publiques. Elle était à Grenoble le 9 mars et à Dijon le 11, où une rencontre avec des jeunes a également eu lieu en début d'après-midi.

Plusieurs questions ont tourné autour des revendications essentielles aux travailleurs pour faire face aux augmentations de prix. À Dijon, un participant demandait s'il ne faudrait pas encourager les petits patrons à augmenter les salaires en allégeant leurs charges, tandis qu'un autre doutait de la possibilité de mettre le salaire minimum à 2000 euros.

Un camarade a répondu qu'il n'avait aucune confiance dans ce que disent les patrons et qu'il faut «mettre le nez dans leurs affaires, leur contester le droit de tout décider, de nos salaires comme de la façon dont on travaille, de ce qu'on produit et de comment on le produit». Une idée appuyée par Nathalie, qui a insisté: «Le plus important, c'est que les travailleurs se

donnent les moyens de contrôler où est l'argent et à quoi il sert. C'est non seulement légitime, puisque nous faisons tout fonctionner, mais c'est indispensable. En ce moment, on voit les prix du carburant flamber. On nous dit que c'est une répercussion de la guerre, alors qu'il n'y a pas de blocus sur les carburants, pas de pénurie. On nous parle des "réactions du marché", mais cela veut dire la spéculation, l'enrichissement des trusts de l'énergie. Alors il faut imposer la transparence et le contrôle ouvrier si nous ne voulons pas être condamnés à subir leur logique du profit.»

La tentation du «vote utile» s'est aussi exprimée dans les débats. À Grenoble, un participant rapportait sa discussion avec un travailleur voulant voter Mélenchon parce que, «face à Le Pen, il faut parer au plus pressé». Pour Nathalie, le lien doit être

fait avec le raisonnement sur la guerre en Ukraine et l'urgence d'aider ses victimes: «Parer au plus pressé, dans une guerre, cela veut dire s'aligner derrière les Macron et nous empêcher nous-mêmes de construire notre propre politique, notre parti. On met nos idées, notre drapeau dans notre poche sous prétexte de répondre à l'urgence, et c'est pour cela qu'on recule.»

À Dijon, lors du débat avec les jeunes, l'un d'entre eux a reconnu que la domination impérialiste est à l'origine de la guerre mais que ne pas réagir contre l'invasion lui pose un problème éthique. On ne peut que comprendre la frustration éprouvée à se sentir démunis face à l'horreur de la guerre, mais, a souligné Nathalie, «l'aide venant des pays impérialistes n'est jamais gratuite et c'est une corde passée au cou des peuples. Notre désarmement face à cette

situation vient de notre absence d'organisation.»

Comme l'a rappelé notre camarade, le mouvement ouvrier est riche d'une expérience précieuse des situations créées par la guerre. Elle a évoqué la poignée de militants ouvriers restés fidèles à l'internationalisme alors que la Première Guerre mondiale amenait les dirigeants de leurs organisations à soutenir leurs bourgeoisies et leurs gouvernements va-t-en-guerre. Isolés, emprisonnés ou sur le front parmi les autres prolétaires en uniforme, «heureusement qu'ils n'ont pas baissé les bras. Car dans les périodes d'ébullition, de chaos, le moindre début d'idée révolutionnaire peut avoir des conséquences formidables, et c'est ce qu'ont vécu ces militants, passés directement du front, de la prison ou de l'exil à la tête de révolutions.»

Communiste, révolutionnaire, internationaliste!

Éditions les Bons Caractères 204 pages - 10 euros

Disponible auprès de nos camarades, dans les librairies, et sur le site des Bons Caractères: www.lesbonscaracteres.com



Jean-Pierre Mercier: “Les travailleurs n'ont pas à payer pour la guerre en Ukraine”

Samedi 2 mars, Jean-Pierre Mercier est intervenu à l'ouverture de la fête de Lutte ouvrière de Grand-Charmont, près de Montbéliard, devant 140 personnes, beaucoup travaillant dans les industries de la région.

Une intervention poignante a prolongé la dénonciation de la guerre en Ukraine et du piège nationaliste que venait de faire notre camarade: «Je suis né en France, de parents yougoslaves, qui ont toujours tenu à se dire Yougoslaves et jamais Serbes, Croates, Slovènes, Macédonien, etc.», a développé un travailleur, délégué CFDT et du parti d'Arlette Laguiller et Nathalie Arthaud. Après une vibrante défense de l'internationalisme, l'intervenant rappelait sa solidarité avec les réfugiés, tous les réfugiés, en concluant que ce serait peut-être nous qui, bientôt, serions contraints à l'exil.

Un camarade du NPA a affirmé son accord avec Lutte ouvrière sur la guerre en Ukraine, mais a tenu à dire que les Ukrainiens devaient s'armer et résister. La question est pourtant: «Qui donne des armes? À qui? Et qui commande? On donne des armes au régiment Azov rempli de néo-nazis?», a répliqué Jean-Pierre Mercier, ajoutant: «Ce qui manque d'abord aux travailleurs d'Ukraine, de Russie et d'ici, ce sont des armes politiques qui n'en fassent pas de la chair à canon pour leurs ennemis de classe.»

Mais la guerre a suscité une interrogation d'un autre

ordre de la part d'un camarade militant CGT: un contrat d'Alstom vers l'Ukraine allant être interrompu, il s'inquiétait des conséquences pour les travailleurs, alors que ceux-ci n'ont nullement à payer pour les aléas et les crises dont ils ne sont pas responsables.

Mais il demandait aussi s'il ne faudrait pas s'unir derrière Jean-Luc Mélenchon pour un vote utile. Un participant plus ancien lui a rappelé que la gauche au gouvernement l'avait envoyé en Algérie faire la guerre. «Si encore ça s'appelait "Le travailleur insoumis",

mais même pas, c'est La France insoumise», constatait ce camarade, envoyé autrefois par la France pour soumettre les Algériens. Le vote pour Mélenchon ne pourrait être qu'un piège électoral de plus.

C'est une vibrante Internationale qui a clos le débat.



Temps de parole : démocratie sauce bourgeoise

La décision récente de TF1 de ne convier que huit candidats sur douze à son émission du 14 mars « *Les candidats face à la guerre* » n'est pas un cas isolé de « différence de traitement » suivant les candidats.

On sait que les médias audiovisuels sont censés appliquer une « équité du temps de parole » aux différents candidats. Étrange « traitement équitable » qui, entre le 1^{er} janvier et le 27 février, aura valu 6 heures et 4 minutes devant les caméras ou au micro des radios à Nathalie Arthaud, contre plus de 128 heures au « non candidat » Macron ou à ses soutiens, plus de 102 heures au camp Zemmour et même plus de 151 heures à Pécresse.

C'est que, l'« équité », ça se mérite ! Elle est même affublée

d'une série de critères, parfois contradictoires. Ils aboutissent, comme toutes les règles de ce qu'on appelle pompeusement « la vie démocratique » à favoriser l'hégémonie des politiciens institutionnels de la bourgeoisie. Le premier de ces critères est le « poids électoral » de la formation politique ou du candidat-lui-même aux élections précédentes. Mais comme cela pourrait se retourner contre des politiciens comme Macron lui-même, dont le parti En Marche ! n'existait pas avant l'élection

de 2017 et n'avait donc aucun résultat électoral à faire valoir, un autre critère concerne la « dynamique de campagne » ou sa « visibilité », dont l'appréciation est laissée à chaque chaîne audiovisuelle... dont les décisions conditionnent tout de même pas mal la visibilité en question !

Comme l'a souligné notre candidate dans un tweet : « *Pour être candidat, il faut passer l'obstacle des 500 parrainages. Mais pour participer au débat présidentiel sur TF1, il faut en plus passer l'obstacle de Bouygues. C'est comme dans les entreprises : c'est le patron qui décide.* »

Nadia Cantale

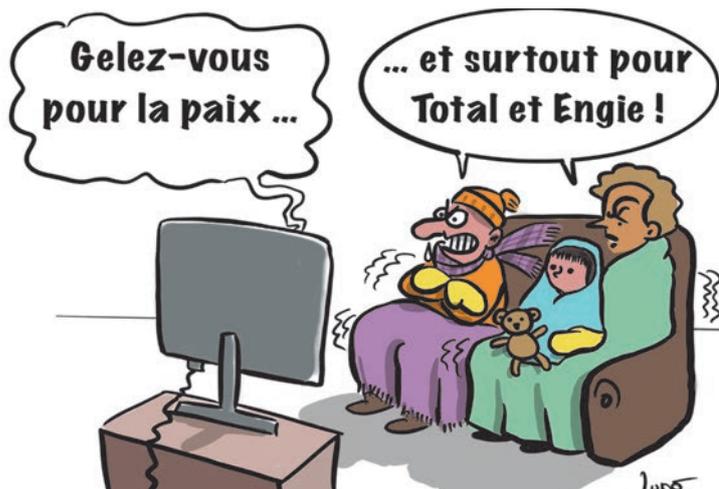
retrouvez toute la campagne sur le site

www.nathalie-arthaud.info



Chauffage : faire payer Total et Engie

La dirigeante d'Engie (ex-GdF-Suez), dont les profits ont flambé avec l'augmentation du prix du gaz, demande à la population de baisser son chauffage d'un degré, invoquant l'éventualité d'une baisse de la quantité de gaz en provenance de Russie l'hiver prochain.



Finaliste malheureuse de la primaire des Verts, Sandrine Rousseau mêle sa voix à Engie, et même surenchérit en demandant une baisse de deux degrés ! Ces appels n'ont aucune valeur contraignante pour la population aisée. Ils sonnent comme une provocation pour les travailleurs qui, bien avant que la guerre survienne en Ukraine, ont vu leur facture s'alourdir énormément, même quand

ils renonçaient à se chauffer correctement.

L'année dernière, selon le médiateur de l'énergie, plus de la moitié de la population a réduit son chauffage et un ménage sur cinq déclare avoir souffert du froid dans son logement, contre un sur sept l'année précédente. La raison en est claire : entre le 1^{er} janvier et le 1^{er} octobre 2021, le tarif réglementé du gaz a bondi de 51,71 % ! Pour

les actionnaires d'Engie, aux deux tiers privés, il en est résulté « de solides résultats financiers », selon l'expression de sa PDG, avec 3,7 milliards d'euros de bénéfice net. Le chèque énergie de 100 euros par an décidé par le gouvernement est totalement insuffisant pour améliorer la situation de ceux qui ne peuvent plus se chauffer correctement. En plus, comme il n'est pas payé par Engie et Total mais par l'État, cela risque bien de se faire au détriment d'autres dépenses utiles à la population.

Les travailleurs devront montrer à Engie et ses semblables de quel bois ils se chauffent et imposer de prendre sur les bénéfices. Dans cette lutte, les techniciens, les ingénieurs, les comptables qui travaillent dans le secteur de l'énergie pourront aider l'ensemble des travailleurs à faire la transparence sur les vases communicants entre les factures de chauffage qui augmentent et la distribution de dividendes à des actionnaires qui, aujourd'hui, restent dans l'ombre.

Jean Sanday

Réunions publiques avec Nathalie Arthaud

Toulouse

Judi 17 mars à 20 h 30
Salle du Sénéchal

Bordeaux

Vendredi 18 mars
à 18 h 30
Espace culturel
La Grande Poste

Banquet de Creil

Samedi 19 mars
à 18 h 45
Salle Georges-Brassens
à Villers-Saint-Paul

Rennes

Vendredi 25 mars
à 20 h 30
Salle de la Cité

Fête

de Saint-Nazaire

Samedi 26 mars
de 16 heures à 24 heures
Alvéole 12 - Base sous-marine

Lyon

Vendredi 1^{er} avril à 19 heures
Salle Joliot-Curie
68, bd Irène-Joliot-Curie
à Vénissieux

Lille

Mercredi 6 avril à 19 h 30
Le Chapitô
Parc Gustave-Engrand
208, rue Faidherbe à Hellèmes

Rouen

Vendredi 8 avril à 19 heures
Salle de l'hôtel Mercure
12 bis, rue Aristide-Briand

avec Jean-Pierre Mercier

Fête de Mulhouse

Dimanche 20 mars
à partir de 11 h 30
Complexe sportif (CMCAS)
Rixheim

Caen

Judi 24 mars
à 19 heures
Centre de congrès
13, rue Albert-Sorel

Fêtes de Lutte ouvrière



Fête d'Angers

Samedi 19 mars
de 16 heures à minuit

Banquet d'Argenteuil

Samedi 19 mars à 19 heures
Salle de l'Atrium
Route de Corneilles

Banquet de Cergy

Samedi 26 mars
à partir de 17 h 30
MJC du Village - place de Verdun

Meeting central de Nathalie Arthaud

Dimanche 3 avril
à 15 heures
au Zénith
Paris-La Villette

Des départs collectifs sont
organisés en région.

La liste est disponible
sur le site nathalie-arthaud.info



Arabie saoudite : le prince assassin

L'Arabie saoudite a procédé, samedi 12 mars, à l'exécution de quatre-vingt-un détenus, plus en une seule journée que durant toute l'année 2021 ! Présentés par les autorités comme « coupables de terrorisme et de crimes odieux », le principal crime de beaucoup d'entre eux était en réalité d'avoir participé à des manifestations contre le gouvernement il y a dix ans.

Le régime saoudien se livre à une répression féroce à l'égard des opposants et de tous ceux qui font état publiquement de la moindre critique à l'égard de la famille régnante, du prince Mohammed Ben Salman qui assume la réalité du pouvoir ou de sa législation islamique particulièrement rétrograde. Ainsi, dans ce pays où les

femmes n'ont obtenu le droit de conduire qu'en 2018, le simple fait de revendiquer l'égalité des droits avec les hommes vaut à des militantes féministes de se retrouver emprisonnées, privées de contacts avec leurs proches et torturées. Après avoir été condamné fin 2014 à dix ans de prison pour « insulte à l'islam » et avoir

reçu 50 coups de fouets en place publique, le blogueur Raïf Badawi vient seulement d'être libéré le 11 mars. Mais soumis à une interdiction de quitter le royaume pendant les dix prochaines années, il ne peut rejoindre sa femme et ses trois enfants qui ont trouvé refuge au Canada.

La monarchie saoudienne sait pouvoir compter sur la complaisance, sinon la complicité, des dirigeants occidentaux. Après ces récentes exécutions, aucun diplomate américain n'a émis la moindre critique à l'égard de cet allié privilégié qui contribue à la stabilité de l'ordre impérialiste au



Moyen-Orient. L'Union européenne, elle, a fait preuve, comme à son habitude, de plus d'hypocrisie, exprimant son inquiétude devant cette « tendance à recourir à la peine de mort en Arabie saoudite ». Quant à Macron, si prompt ces jours-ci à se

présenter comme un défenseur de la liberté et de la paix, il ne va certainement pas se fâcher avec le prince dirigeant de ce pays devenu l'un des principaux clients des industriels français de l'armement.

Marc Rémy

Famine : une guerre faite aux peuples

Le secrétaire général de l'ONU vient de lancer l'alarme face à l'augmentation attendue de la famine dans le monde, en particulier suite à la guerre en Ukraine.



Vendeur de pain dans les rues du Caire.

En représentant des puissances impérialistes, Antonio Guterres sait de quoi il parle, au niveau des chiffres en tout cas. Depuis le début de la guerre, dans la

dernière semaine de février, le cours du blé s'est envolé, entraînant une hausse des prix alimentaires, problématique pour les classes populaires des pays riches

mais tragique pour celles des pays d'Afrique et du Moyen-Orient dont l'alimentation dépend fortement des importations de blé russe et ukrainien.

Respectivement premier et cinquième pays exportateurs, la Russie et l'Ukraine fournissent à elles deux 30% du blé consommé dans le monde. La première a prévu de bloquer ses exportations jusqu'au 30 juin au minimum, la seconde les a arrêtées depuis le 8 mars. De toute façon, les navires en partance depuis les ports de la mer Noire sont bloqués.

Premier pays importateur, l'Égypte achète 85% de son blé à la Russie et à l'Ukraine. Cela ne peut qu'avoir des conséquences graves pour l'alimentation de ses 100 millions d'habitants, dont 60% dépendent

déjà des subventions étatiques sur les galettes de pain. Si celles-ci sont encore fournies dans les boulangeries, leur poids vient de diminuer faute de farine. En Algérie, les prix s'envolent malgré l'interdiction des exportations alimentaires, et en Tunisie les pénuries concernent déjà la semoule, la farine ainsi que le riz.

En novembre dernier, avant même le déclenchement du conflit en Ukraine, les statistiques du programme alimentaire mondial mettaient en évidence une situation révoltante : plus de 45 millions de personnes étaient au bord de la famine, que ce soit à cause des guerres, du changement climatique ou des effets de la pandémie due au coronavirus. Ainsi, ce sont 24 millions d'habitants

en Afghanistan, 7 millions dans le nord de l'Éthiopie, 1,3 million dans le sud de Madagascar, 7,2 millions au Soudan du Sud, 12 millions en Syrie qui se trouvent au bord de la famine, et la liste ne s'arrête pas là.

L'effondrement de l'économie pour les uns, la sécheresse absolue ou les inondations pour les autres, des produits alimentaires, des carburants ou des engrais inaccessibles, le contrôle des terres arables par des milices, telles sont les multiples conséquences d'un système de fous où la classe capitaliste et ses gouvernements ne maîtrisent, et encore, que les milliards accumulés dans les Bourses mondiales. Les empêcher de nuire en leur arrachant le pouvoir, voilà l'urgence !

Viviane Lafont

Yémen : victime des grandes puissances

D'après l'Unicef, plus de 10 200 enfants ont été tués ou blessés depuis le déclenchement du conflit au Yémen, il y a près de sept ans. Au total, près de 380 000 personnes y auraient trouvé la mort, victimes des combats ou de la famine.

Ce pays de 28 millions d'habitants a toujours été considéré par l'Arabie saoudite comme sa chasse gardée. L'intervention de celle-ci à la tête d'une coalition militaire, en mars 2015, visait à écraser une

rébellion menée par des milices dites houthistes, accusées d'être liées à l'Iran. Le régime saoudien défendait ainsi ses propres intérêts face à une puissance rivale. Mais il avait bénéficié du soutien des

grandes puissances occidentales, celui des États-Unis en premier lieu, qui voyaient là un moyen supplémentaire de menacer l'Iran.

Malgré le soutien militaire américain, après des années de bombardements et des destructions massives, l'Arabie saoudite et ses alliés des Émirats ne sont toujours pas parvenus à s'imposer et se retrouvent enlisés dans

une guerre sans fin. Année après année, les organisations internationales alertent sur les conséquences dramatiques pour la population. En octobre 2021, la situation était décrite par l'ONU comme « la pire crise humanitaire que le monde ait connue depuis des décennies ».

Aucun dirigeant des grandes puissances occidentales n'appelle pour autant à boycotter le pétrole

saoudien ou à prendre la moindre sanction contre les responsables de ces massacres. Au contraire, ils continuent d'apporter un soutien sans faille à l'Arabie saoudite et à ses alliés, profitant de l'occasion pour faire le bonheur de leurs marchands de canons et autres fabricants d'armes qui encaissent les dividendes de cette sale guerre.

M. R.

Migrants : liberté d'installation pour tous !

Le 3 mars, 202 personnes naufragées ont été secourues dans le détroit du Pas-de-Calais, évitant de justesse un nouveau drame comme celui de novembre, où 27 personnes s'étaient noyées dans la Manche.



Aucune place d'hébergement d'urgence ne leur a été proposée. Une cinquantaine d'entre elles, dont des familles avec enfants, ont été déposées par bus devant la gare de Boulogne-sur-Mer,

les vêtements trempés. Elles n'ont pu, une fois encore, compter que sur l'aide de militants associatifs, qui leur ont fourni des vêtements secs. Tentant de prendre le train pour Calais, elles ont

été refoulées par des agents de la sûreté ferroviaire. La SNCF a bien annoncé la gratuité des trains pour les réfugiés, mais uniquement pour ceux de nationalité ukrainienne.

Contre les autres, les « migrants », l'Europe se hérisse de barbelés et réclame depuis des années la plus grande fermeté, en leur rendant la vie impossible. À Calais la municipalité empêche les associations de leur distribuer des repas, à Paris la police de Darmanin les chasse à coups de pied, et à Grande-Synthe leurs tentes sont lacérées et leurs maigres biens confisqués.

Qu'elles soient ukrainiennes aujourd'hui, afghanes, syriennes ou irakiennes hier, ces populations fuient le chaos engendré par la domination impérialiste sur l'ensemble de la planète. Elles devraient au moins bénéficier toutes de la pleine liberté de circulation et d'installation!

David Mencas

Corse : un retour de boomerang

Suite à la tentative d'assassinat dont a été victime le 2 mars le nationaliste Yvan Colonna, des manifestations se sont déroulées depuis cette date dans plusieurs villes de Corse.

Le ministre de l'Intérieur Darmanin s'est dit prêt à discuter de l'autonomie de l'île, après qu'à Bastia, dimanche 13 mars, les manifestants ont violemment affronté la police. Entre autres revendications, les nationalistes réclamaient que soit abrogé le statut de « détenu particulièrement surveillé » (DPS), dépendant exclusivement du bon vouloir du ministre de la Justice et renouvelé chaque année, qui interdit

aux Corses concernés de purger leur peine sur l'île. Colonna et les deux autres nationalistes condamnés pour le meurtre du préfet Érignac en 1988 étaient détenus dans des prisons du continent, les privant de ce fait des visites de leurs proches.

Aujourd'hui, les années de silence et de promesses non tenues de la part du gouvernement lui reviennent en pleine figure. Alors,

avec les manifestations qui risquent de s'amplifier et pour montrer que le pouvoir a la situation bien en main, le Premier ministre, Castex, s'est empressé, dès le vendredi 11 mars, de lever le statut de DPS touchant les trois détenus.

Il n'est pas dit que ce petit pas en direction des nationalistes corses suffise à désamorcer la crise, tant les problèmes de chômage et de sous-investissement sont importants dans l'île. Si cela met le gouvernement en difficulté, il n'aura à s'en prendre qu'à lui-même.

Marianne Lamiral

Lycée Pagnol – Limoges : les élèves ne sont pas des sardines

Jeudi 10 mars, devant le lycée professionnel Marcel-Pagnol de Limoges, des enseignants et des parents d'élèves ont manifesté contre la décision du rectorat de passer l'effectif des classes de 24 à 32 élèves. Sur leurs pancartes on pouvait lire : « Inflation record à

Pagnol : +33% par classe ».

Tant pis si les salles sont trop petites, le matériel informatique insuffisant. Tant pis pour les apprentissages des élèves, pour ceux qui auraient besoin de plus de temps et d'attention de la part des enseignants. Pour le rectorat, ce n'est pas un

problème.

Pour le gouvernement et le ministre Blanquer, il faut avant tout réduire les postes, faire des économies. Ils s'y emploient « quoi qu'il en coûte » pour les jeunes, en particulier ceux des milieux populaires.

Correspondant LO

Nancy : une expulsion scandaleuse



Oumar Dembélé, un jeune athlète malien de Nancy, a été expulsé vendredi 11 mars, malgré la mobilisation de tous ses camarades, sportifs et lycéens.

Il était arrivé en France en octobre 2018 et y avait construit sa vie. Il avait alors 16 ans et l'État français avait été obligé de l'accueillir en tant que mineur isolé. Oumar s'était alors inscrit au club sportif de Nancy comme lanceur de poids et avait à ce titre participé aux championnats de France. Il encadrait sur son temps libre les jeunes du club. Parallèlement, il avait préparé un CAP de plomberie et devait rejoindre une classe de première en lycée professionnel.

Cela n'a pas empêché la police française de s'acharner sur lui. Elle a contesté à deux reprises les documents

prouvant qu'il était mineur à son arrivée en France et, le 21 janvier, une obligation de quitter le territoire français a été prononcée contre lui. Oumar a alors été retenu deux mois en centre de rétention administrative, avant d'être embarqué de force dans l'avion pour Bamako.

Dès que sa rétention a été connue, ses camarades se sont mobilisés. Ils ont rendu publique l'ignominie dont il était victime. Une pétition en ligne a recueilli 35 000 signatures et des manifestations ont été organisées, mais cela n'a pas suffi à fléchir le préfet.

La lutte n'est cependant pas terminée. De Bamako, Oumar reste en contact avec tous ses soutiens, qui se mobilisent maintenant pour le faire revenir.

Daniel Mescla

Maison d'arrêt de Rochefort : conditions indignes

Une société se juge à l'état de ses prisons, affirmait l'écrivain Albert Camus. Celle de Rochefort, en Charente-Maritime, vieille de deux siècles et prévue pour un maximum de 52 prisonniers, en détient ordinairement 80 en moyenne, nombre qui atteint aujourd'hui 98, après un record de 106 mi-février. Des détenus ont été installés sur des matelas par terre – ils sont 700 dans ce cas en France – et il faut leur marcher dessus pour aller aux toilettes.

Les surveillants sont débordés, 20% de l'effectif est en arrêt maladie ou parti en retraite et non remplacé.

Ce n'est pas pour rien que le prétendu « pays des droits de l'homme » a été condamné en 2020 par la Cour européenne des mêmes droits de l'homme pour ses « conditions de détention inhumaines et dégradantes ». La situation s'est même aggravée depuis, comme le montre l'exemple de Rochefort.

Correspondant LO

Fonction publique : il faut des augmentations !

Quatre semaines avant le premier tour de l'élection, la ministre de la Fonction publique, Amélie de Montchalin, vient de promettre une hausse du point d'indice qui sert de base de calcul du salaire des quelque 5,7 millions de travailleurs du secteur public.

Cette annonce a évidemment un fort parfum de campagne électorale, d'autant qu'elle ne serait effective qu'après les scrutins présidentiel et législatif. En réalité, cela n'engage pas beaucoup le gouvernement. Elle a également de quoi faire sourire ceux qui se souviendraient des arguments invoqués, il y a un mois à peine, par la ministre pour écarter

une telle revalorisation.

Le gel du point d'indice décrété par Fillon, Premier ministre de Sarkozy, a initié en 2011 une perte importante de pouvoir d'achat pour les salariés de l'État. La seule micro-augmentation suivante a été de 0,6%, en 2016, alors que Hollande préparait, lui aussi, un scrutin présidentiel, celui de 2017.



L'inflation officielle cumulée de février 2010 à février 2022, selon les statistiques de l'Insee, se monte à 15,9%. Les salaires des employés de l'État ont donc perdu plus d'un sixième de leur valeur durant cette période. Des enseignants du mouvement des stylos rouges avaient par exemple calculé qu'en un peu moins de vingt ans, une professeure des écoles en milieu

de carrière avait perdu près de 450 euros par mois sur sa paye.

Loin de provoquer, comme le déplore le LR Éric Ciotti, une « débauche d'argent public », cette promesse de la ministre ne risque pas de combler le manque à gagner creusé depuis des années dans le budget des travailleurs de l'État. Elle ne ramènera pas davantage à un niveau correct,

permettant de vivre, les nombreux bas salaires des salariés de catégorie C, parfois inférieurs au smic.

Pour rattraper ce que leur a volé l'inflation, comme l'ensemble des travailleurs, ceux de la fonction publique d'État, hospitalière ou territoriale, devront imposer par leur mobilisation une véritable augmentation des salaires.

Viviane Lafont

Lycée Allende - Hérouville : visite en cati-ministre...

Judi 10 mars, le ministre de l'Éducation, Jean-Michel Blanquer, et la ministre de la Culture, Roselyne Bachelot, sont venus à Hérouville-Saint-Clair, à côté de Caen, afin de promouvoir l'extension du dispositif pass culture aux jeunes de moins de 18 ans dès la classe de 4^e.

Après un passage au collège Varignon, les deux ministres avec leur escorte de notables locaux, de chargés de communication et de policiers, ont passé deux heures au Centre de documentation (CDI) du lycée Allende.

La direction de l'établissement avait volontairement caché l'événement au personnel et aux élèves. Les quelques adultes dans la

confiance ont été tenus à la discrétion, et les élèves qui devaient rencontrer les ministres ont été mis au courant au dernier moment. Tout devait donc se faire en catimini.

Mais comment ne pas voir la cohorte de belles voitures stationnées dans la cour, le service d'ordre des ministres, les motos des policiers ou encore les journalistes de France 3 ?

Comment ne pas voir les surveillants stratégiquement placés pour interdire l'accès au CDI ?

Ces façons de faire, qui relèvent du mépris et d'une prudence proche de la paranoïa, ont choqué : cette mascarade montre combien les ministres ont peur de leur propre popularité. Les organisateurs ont même poussé la comédie jusqu'à donner en avance les questions que les élèves devraient poser aux ministres !

C'est la veille, et par la presse ou les réseaux sociaux, que la nouvelle s'est propagée. En signe

de protestation, les enseignants ont choisi de s'habiller en noir.

Mais ce sont les élèves qui ont eu les réactions les plus démonstratives, improvisant des affichettes et de petites pancartes contre la réforme Parcoursup,

celle du bac ou pour demander plus de moyens, se rassemblant dans la cour et lançant des slogans, c'était très dynamique !

Désolés pour les ministres : personne ne voulait parler du pass culture...

Correspondant LO

Expulsions : une machine toujours en marche

Alors que le gouvernement n'est pas en reste pour afficher sa solidarité à l'égard des réfugiés ukrainiens, la machine à expulsions continue à fonctionner pour ceux qui sont arrivés en France il y a des années.

Ainsi, le 28 février, quatre jours après le début de la guerre, une famille originaire du Donbass a été condamnée par la cour administrative de Bordeaux à retourner chez elle. Les deux parents sont sourds, lui russe, elle ukrainienne, leur enfant, né en France, est lourdement handicapé.

Ils ont fui le Donbass, attaqué dès 2014, parce qu'ils n'entendaient pas les sirènes d'alerte au moment des attaques.

La cour a cependant considéré que la famille, quatre jours après l'invasion de l'Ukraine, « n'a produit aucun élément probant de nature à établir la réalité

des risques personnels, directs et actuels qu'elle encourt en cas de retour dans son pays d'origine ». Si la sentence de retour n'a pas pu être appliquée, c'est seulement que l'aéroport prévu avait été détruit entre-temps. Une absurdité qui est le quotidien de nombre de demandeurs d'asile venus d'Afrique, d'Afghanistan ou d'autres pays en guerre, victimes d'une politique et d'une administration arbitraires et inhumaines.

Aline Urbain

Morts dans la rue : deux par jour !

Le 15 mars, le collectif « Les morts de la rue » a organisé une manifestation et une cérémonie à Paris pour rendre hommage aux sans domicile fixe (SDF) décédés dans la rue l'an dernier.

Le collectif en a identifié 623, soit presque deux par jour. Un chiffre qui ne baisse pas d'année en année, et qui n'est certainement pas complet car les autorités se désintéressent de leur sort au point même de ne pas les comptabiliser. Ces décès sont survenus à l'âge de 48 ans et demi, en moyenne. L'espérance de vie des SDF est ainsi réduite de trois décennies au moins par rapport à celle de la population en France.

Il y a environ 300 000 personnes dans cette situation en France. Leur vie et leur mort jettent une lumière crue sur l'action des présidents et gouvernements qui ont promis à plusieurs reprises qu'il

n'y aurait plus de sans-abri. Le dernier en date se trouve être Macron qui déclarait peu après son élection en 2017 : « La première bataille, c'est de loger tout le monde dignement. Je ne veux plus, d'ici la fin de l'année, avoir des femmes et des hommes dans les rues, dans les bois ou perdus. C'est une question de dignité, d'humanité... ». Combien de ministres du Logement ont pondu des plans de mise à l'abri des SDF, au moins en hiver, qui se sont limités à des numéros verts saturés en permanence ? Cette misère au cœur d'un des pays les plus riches au monde est absolument révoltante.

Lucien Déroit

Thales - Vélizy : mobilisation pour les salaires

Depuis six semaines, à l'appel de la CGT-CFDT-CGC, le jeudi est une journée de mobilisation sur l'ensemble du groupe Thales, avec débrayage, barrages filtrants aux entrées, manifestations à l'intérieur ou à l'extérieur des sites.



Les travailleurs mobilisés revendiquent des hausses de salaires qui ne soient pas englouties par l'explosion des prix. Jeudi 10 mars, mille d'entre eux, essentiellement des salariés

de la région parisienne, se sont retrouvés devant le siège du groupe, au pied de la tour Carpe Diem à La Défense. Des délégations de province étaient là aussi. Au même moment des

débrayages avaient lieu sur les sites, regroupant 500 participants à Toulouse, 250 à Brest, 200 à Cholet, 100 à Méru, 90 à Thonon, à Cannes, etc. Cette journée a encouragé tout le monde.

L'après-midi, à Vélizy dans les Yvelines, comme les quatre précédentes semaines, les salariés de Dassault Systèmes et de Thales en débrayage ont manifesté ensemble à une centaine, en scandant : « *Même patron, même combat* ». Dassault est l'un des actionnaires de Thales et, à ce titre, il a empoché une partie des 500 millions de dividendes versés récemment par le groupe.

Les travailleurs mobilisés préparaient le jeudi 17 mars, certains d'entre eux commençant à parler de la nécessité d'une vraie grève pour faire céder la direction.

Correspondant LO

ADP : un patron pas gêné

Bien des entreprises relaient auprès de leurs salariés des appels aux dons pour l'Ukraine, venant d'ONG.

Les travailleurs n'ont évidemment pas besoin de leur patron pour se sentir concernés. Et si l'élan de solidarité dans la population est réel, il n'a rien de commun avec le cynisme des directions d'entreprises.

Un exemple cru est celui du groupe ADP (Aéroport de Paris) qui possède, via une filiale, l'aéroport d'Almaty au Kazakhstan. En janvier, un mouvement de révolte contre la vie chère secouait ce pays, et les manifestants

avaient occupé cet aéroport. C'est l'armée de Poutine qui s'était chargée de les réprimer, faisant officiellement des centaines de morts et des dizaines de milliers d'arrestations. À l'époque, ADP n'avait pas lancé d'appel aux dons pour ceux-ci.

T.B.



Nos lecteurs écrivent La misère sur les routes

Je suis conducteur routier à l'international, principalement pour l'agroalimentaire. Je traverse l'Europe, d'un quai de déchargement à l'autre, où je rencontre des travailleurs de nombreuses nationalités : des ouvriers européens, immigrés dans les usines d'agroalimentaire à Lamballe en Bretagne, en Italie ou en Angleterre qui ont des boulots bien pénibles, et aussi mes collègues chauffeurs venus de toute l'Europe et de plus loin.

Depuis quelques années, les grosses et moyennes compagnies de transport « injectent », comme le disent les DRH, des dizaines de milliers de chauffeurs

venant d'Europe de l'Est, pourvu que les salaires soient bas : lituaniens, ukrainiens, roumains, etc. Beaucoup partent deux à trois mois de chez eux pour un salaire ne dépassant pas 1000 euros, créant ainsi une concurrence entre chauffeurs de l'Ouest européen et ceux qui viennent de plus loin.

Les transporteurs en profitent pour faire baisser les prix. Les salaires diminuent, les cadences augmentent. On peut commencer une journée à 6 heures du matin, finir à 10 heures, et repartir à 19 heures pour rouler jusqu'à 8 heures le lendemain matin. Nous obéissons à des ordres de

gens dans des bureaux, eux-mêmes sous la pression des grands groupes, qui n'ont pour référence géographique que leur logiciel avec des délais de transport qui ne correspondent pas à la réalité de la route. La précipitation qui en découle n'apporte que du stress, des repas qu'on saute, ou qu'on fait en roulant et parfois des accidents dramatiques de collègues, et même amis, qui meurent écrasés dans leur cabine.

On termine les journées fatigués, sur des parkings insalubres, sans sanitaire, ou avec une douche pour 50 chauffeurs, sans différenciation des femmes et des hommes. On ne lit plus, on

KP1 - Les Mureaux : détermination béton

Quatre travailleurs de l'entreprise KP1, aux Mureaux, étaient en grève depuis le 9 mars. Ils ont repris le travail le 16.

L'entrepôt muriautin de cette entreprise de préfabrication pour le bâtiment stocke des poutres et autres éléments volumineux en béton. Il n'y a pas suffisamment de place pour manipuler ces éléments encombrants et il s'y est produit deux accidents du travail en moins d'un mois. De plus, le sol plein de trous rend très dangereuses les manœuvres avec les engins. Un comble dans une entreprise de matériaux pour le bâtiment !

Ces travailleurs exigent une amélioration des conditions de travail et



pour obtenir une prime de 150 euros. Pour l'instant, la direction de cette entreprise qui compte 1700 salariés dans le pays a proposé d'ajouter du personnel, trois travailleurs intérimaires, mais n'a pas répondu sur la prime. Affaire à suivre.

Correspondant LO

Ehpad Korian-Bois Guillaume : les familles portent plainte

Des plaintes ont été déposées contre un Ehpad du groupe Korian de Bois-Guillaume, près de Rouen. Une femme avait d'abord placé sa mère dans un établissement Orpea dans l'Eure, mais voyant qu'elle y était victime de rationnement alimentaire, elle avait décidé de la transférer dans cet Ehpad de Bois-Guillaume.

Malgré un loyer mensuel de 3700 euros, elle avait constaté qu'on ne fournissait pas de couches à sa mère incontinente, et remarqué des anomalies dans la posologie des médicaments prescrits par le médecin traitant.

Soustraire les anciens à la rapacité des actionnaires est une urgence.

Correspondant LO

écoute les radios et leur infos qui nous répètent sans cesse que les salaires ne peuvent pas augmenter, qu'il faut travailler plus, que c'est la faute des migrants, etc.

Et puis, c'est la misère que l'on voit partout : la dame qui met ses petits rideaux, à 7 heures du matin, à son auto en sortant de son travail - tout aussi éreintant - d'une fabrique de bacon à Birmingham, parce qu'elle dort dans sa voiture ; les migrants comme des spectres dans la nuit, dans les fourrés, qui attendent une opportunité à Calais ; cet Allemand qui vient lui aussi dormir dans sa voiture entre les camions, invisible ; ou encore cette

serveuse de 70 ans de l'autre côté de l'Atlantique, payée deux dollars de l'heure, qui vous sert un café à 2 heures du matin dans un truckstop appartenant à un groupe pétrolier de Tulsa en Oklahoma. Parce que c'est mondial. (...)

Nathalie Arthaud a raison quand elle dit qu'il faut sortir de cette ornière dans laquelle on nous a fait glisser, qui voudrait nous faire accepter les bas salaires et le travail abrutissant. Il faut réagir, c'est urgent, sans se laisser diviser entre travailleurs français et étrangers.

Un chauffeur routier vendéen

Accidents du travail : un plan poudre aux yeux

Le 14 mars, Laurent Pietraszewski, secrétaire d'État au Travail, a présenté un plan de lutte contre les accidents du travail graves et mortels.

On comptabilise, pour 2020, 540 000 personnes victimes d'accidents du travail, dont 550 mortels. C'est presque 18% de moins que les autres années, mais seulement en raison de la baisse d'activité due au covid. En réalité, le gouvernement reconnaît que le nombre d'accidents du travail ne baisse plus depuis dix ans.

Ce nombre est d'ailleurs sous-évalué car il n'existe pas de recensement officiel de ces accidents en temps réel mais des bilans annuels. Et le ministère sait parfaitement que les entreprises qui veulent échapper

à une augmentation de leur cotisation à l'Assurance Maladie font pression sur les travailleurs pour qu'ils ne déclarent pas leurs accidents.

Le plan en question n'est qu'une longue série de préconisations à l'intention des différents secteurs de l'économie : renforcer la communication vers les jeunes, les mesures de prévention dans le cadre de l'intérim, la formation continue des salariés, créer une journée nationale de prévention, faire des campagnes ciblées sur les risques graves du BTP, etc. Et le ministère du

Travail prétend que : « ce n'est pas une question budgétaire mais une question d'information. »

Le gouvernement cherche en réalité à justifier le fait qu'il ne se donne aucun moyen pour contraindre les entreprises à améliorer la sécurité des travailleurs. En raison de la baisse de 20% des effectifs ces dernières années, il n'y a plus qu'un inspecteur du travail pour 10 000 salariés.

Parmi les branches les plus dangereuses, le BTP, selon la CGT, totalise un décès par jour travaillé, soit plus de 200 par an, et ce ne sont pas les campagnes d'information qui feront reculer des donneurs d'ordres comme Vinci, Eiffage ou



Bouygues.

Le rythme de travail sept jours sur sept y compris la nuit, l'urgence à tenir les délais, le recours à la sous-traitance en cascade, au travail intérimaire, voire au travail au noir, sont constants dans les énormes chantiers comme ceux du métro Grand Paris et des Jeux olympiques. Après la mort,

le 5 janvier, d'un ouvrier sur le site Eiffage à Saint-Denis-Pleyel, deux travailleurs ont été grièvement blessés le 11 mars sur le chantier du RER E.

La réalité de l'exploitation fait justice des prétendues bonnes intentions d'un gouvernement tout dévoué au grand patronat.

Sylvie Maréchal

Air France, Delta, Lufthansa... : vol de vautours autour de l'ex-Alitalia



Le groupe Air France-KLM, faisant équipe avec la compagnie aérienne américaine Delta et Virgin Atlantic, vient de déclarer officiellement son intention d'acquérir une participation majoritaire dans ITA Airways qui a succédé à Alitalia.

En effet, le gouvernement italien vient de lancer la privatisation d'ITA. Air France-KLM et Delta, membres du groupement géant de compagnies Skyteam, comme ITA d'ailleurs, contrôlent déjà une bonne part des vols transatlantiques grâce à des participations croisées en capital. Face à elles, on trouve la plus grande compagnie européenne, l'allemande Lufthansa, membre d'un groupement aérien mondial concurrent. Elle a annoncé vouloir acheter 40% du capital d'ITA, dont la valeur estimée varie entre 1,2 et 1,4 milliard d'euros. Et il y a aussi sur les rangs un fonds

international qui détient des participations dans plusieurs compagnies à coût réduit.

Les compagnies aériennes se livrent à une concurrence au couteau pour accroître leur taille et mettre la main sur la plus grosse part de cet immense gâteau qu'est le trafic aérien mondial. Celui-ci a certes connu un trou d'air avec la pandémie de Covid et le fort ralentissement des déplacements aériens qui en a résulté. Mais cette situation ne durera pas éternellement et les capitalistes qui contrôlent les compagnies, les aéroports, les multiples services qui en dépendent

et la construction d'avions à l'échelle mondiale, tablent sur une reprise rapide de la progression du trafic aérien.

En outre, comme l'illustre le cas d'ITA, la crise actuelle fournit à tous ces vautours des occasions de réaliser des affaires à bon marché. Ainsi, depuis 2017 qu'Alitalia, victime de la concurrence mondiale, a fait faillite, le gouvernement italien l'a prise en tutelle. Et, afin de la rendre plus rentable, donc plus appétissante pour de futurs repreneurs, il y a fait le ménage à leur place, en licenciant le personnel d'Alitalia, qu'il a réembauché au cas par cas dans la nouvelle structure ITA, à des conditions de salaires et de travail dégradées.

Au même moment où des compagnies comme Air France, KLM, Lufthansa pleurent misère dans les médias pour justifier que leur État les aide encore et à nouveau, on notera qu'aucune n'a visiblement de difficultés pour trouver le milliard d'euros qui leur permettra de mettre la main sur ITA, ses dessertes, ses créneaux de décollage et d'atterrissage dans les aéroports ainsi que sa clientèle.

Pierre Laffitte

Ryanair : deux licenciements qui ne passent pas

Deux hôtes de l'air de la compagnie Ryanair sont menacées de licenciement pour s'être accordé début mars une courte pause à l'arrière d'un avion au cours d'une journée chargée. Elles sont accusées du grave crime d'avoir consommé pour 4,30 euros de chips et de soda !

Ce mauvais coup ne passe pas auprès d'autres employés de Ryanair qui, en défendant leurs deux collègues, ont aussi plus d'un compte à régler avec leur patron. Un préavis de grève a été déposé à partir du 13 mars.

Ce n'est pas la première fois que cette compagnie se comporte brutalement avec les employés. Ainsi, des hôtes de l'air qui ont eu plus de deux arrêts maladie sont convoquées dans un bureau de Ryanair, à Malte. Leur patron, basé en Irlande, s'affranchit ainsi des quelques dispositions contraignantes du droit du travail : tout en ayant embauché des salariés en France, il prétend que Ryanair n'a pas d'attache dans ce pays. Les deux

hôtes n'auront ainsi pas la possibilité de contester leur licenciement devant les prud'hommes.

Ryanair, qui se soustrait ainsi à la législation française, a déjà été condamné deux fois pour travail dissimulé. Mais la justice se hâte lentement et travaille en 2022 pour la troisième fois sur le cas d'employés basés à Marseille il y a quinze ans, mais que la compagnie avait considérés comme relevant du droit irlandais. Quelle que soit l'issue de cette troisième procédure judiciaire, ce ne sont visiblement pas les autorités françaises, irlandaises, maltaises ou autres qui empêcheront Ryanair de sévir.

Lucien Déroit



Île-de-France : régularisation des travailleurs sans papiers!

Depuis fin octobre 2021, trois grèves mobilisant près de 300 travailleurs sans papiers se poursuivent en région parisienne.

Elles touchent RSI, une société d'intérim du bâtiment, basée à Gennevilliers, DPD, filiale de La Poste pour le colis au Courcouronnes, et Chronopost, l'autre filiale colis de La Poste, à Alfortville.

Les travailleurs en grève réclament leur régularisation auprès des préfetures, qui ne donnent pas suite. Venant principalement d'Afrique, ils ont fui des zones de guerre, le terrorisme et la pauvreté engendrée par le pillage de leur

pays par l'impérialisme. Ils ont survécu aux camps, aux trafiquants, à la traversée périlleuse de la Méditerranée, avant de se retrouver en France à la merci de tout un système d'exploitation.

Ces travailleurs sont recrutés par des sociétés d'intérim qui prêtent cette main-d'œuvre ultra-précaire à des entreprises sous-traitantes de grands groupes: Mission Intérim ou Derichebourg Intérim par exemple fournissent du personnel à Derichebourg,



l'opérateur qui assure le travail dans les locaux de La Poste pour les donneurs d'ordres Chronopost et DPD. C'est la même chose dans le bâtiment.

Ce système permet de diluer totalement les responsabilités des employeurs face à des salariés surexploités. Quand ceux-ci protestent, réclament leurs droits ou les documents permettant leur régularisation, ils se retrouvent dehors, les patrons se renvoient la balle, et affirment tous en chœur qu'ils ne sont pas les employeurs directs. Et ils ne les connaissent plus.

L'État couvre ces pratiques illégales des donneurs d'ordres et des sous-traitants, laisse faire et même cautionne. Les 83 grévistes de RSI Gennevilliers ont bien obtenu il y a trois mois les documents nécessaires à leur régularisation (Cerfa et attestations de concordance), mais c'est la préfeture des Hauts-de-Seine qui ne donne pas suite.

En plus des piquets de grève qu'ils tiennent devant chacune de leurs entreprises, ces travailleurs sans papiers manifestent plusieurs fois par semaine devant les sièges de leurs

employeurs ou les représentations de l'État, préfetures, ministères. Ils ne lâchent pas.

Accueillir les réfugiés ukrainiens victimes de la guerre et leur permettre un séjour régulier en France est bien la moindre des choses, et tant mieux si le gouvernement s'y emploie. Il serait tout aussi indispensable de régulariser ces travailleurs africains, qui ont fui eux aussi des persécutions ou la misère, et qui contribuent par leur travail à faire fonctionner l'économie. Mais cette régularisation, il faut l'imposer!

Correspondant LO

Dassault Aviation : un premier recul de la direction

Selon les organisations syndicales, Dassault Aviation aurait décidé d'accorder une augmentation de salaire de 140 euros brut.

On est encore loin des 200 euros net revendiqués par les travailleurs qui débrayent depuis plus trois mois sur tous les sites. Mais c'est

malgré tout un petit recul de la direction générale, et par conséquent une petite avancée pour les travailleurs.

L'augmentation est

certes a minima, mais elle est précieuse pour le moral et la lutte qui reste à mener. La direction générale souhaiterait en effet en finir au plus vite avec le conflit en payant, toujours de source syndicale, la moitié des heures de grève.

Pour les travailleurs, cela ne fait pas le compte. La direction a attendu plus de trois mois avant de lâcher un tout petit peu de lest afin de faire la démonstration que les travailleurs ne pouvaient rien lui imposer. Or, même si cela reste à une

petite échelle, c'est quand même l'inverse qui s'est produit. Cela ne peut que motiver tous ceux qui pensent que ça ne suffit pas et qu'il faudrait changer de braquet pour obtenir satisfaction.

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-vingt-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal mars 2022.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
Destination			
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org
Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

OTAN ou pas : la France impérialiste

Des candidats de gauche, Mélenchon et Roussel, et des candidats d'extrême droite, Zemmour et Le Pen, disent vouloir que la France sorte du commandement intégré de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), voire pour certains d'entre eux qu'elle la quitte tout simplement.

L'OTAN n'est bien sûr pas une agence de paix. C'est une association d'États brigands, créée en 1949 pour lutter contre l'URSS et plus généralement pour consolider leur domination sur le monde. Depuis toujours, elle est dirigée par le pays qui a l'économie et les capitalistes les plus puissants, les États-Unis.

Les candidats d'extrême droite reprochent à l'OTAN, non pas ses actes de brigandage, mais le fait que ce sont les bourgeois américains qui décident et pas les capitalistes français. Ils savent très bien que la France n'est qu'une puissance impérialiste de second plan et ne peut que se comporter

en conséquence. Mais ils sont en campagne et, pour plaire à leur clientèle électorale, les références à « la grandeur de la France » sont un refrain obligé.

Les représentants de la gauche, eux, veulent faire croire que la France ne participerait à des guerres de pillage contre les peuples que contrainte par les États-Unis et l'OTAN. Comme si l'État français n'était pas un État brigand au même titre que l'État américain ! C'est juste oublier que depuis plus de deux siècles, bien avant que l'OTAN n'existe, la bourgeoisie française a mené des guerres de colonisation un peu partout sur la planète. Et si les différents

gouvernements français sont intervenus militairement ces dernières années au Mali et en Afrique, c'est avant tout pour y défendre les intérêts des capitalistes français, les Bouygues, Bolloré, Total, etc.

De plus, chaque fois que les dirigeants politiques français se sont un peu démarqués de l'OTAN, cela n'a jamais été pour le bien des peuples et des classes populaires. En 1966 avec De Gaulle, l'État français a décidé de sortir du commandement intégré de l'OTAN et n'a pas pour autant cessé de soutenir les pires dictateurs en Afrique. Et il ne l'avait pas encore réintégré quand, en 1991, il a participé à la première guerre du Golfe contre l'Irak à la suite des dirigeants américains.

Aujourd'hui, Mélenchon, pour La France Insoumise, dit qu'il veut sortir complètement de l'OTAN pour « construire des alliances



altermondialistes » avec d'autres États. Mais avec qui et pourquoi ?

La politique extérieure de la France et ses alliances

sont à l'image de sa politique intérieure : au service de la bourgeoisie. Elle le restera avec Mélenchon.

Arnaud Louvet

Climat : l'urgence est à la révolution

Samedi 12 mars, des « marches pour le climat » ont rassemblé des dizaines de milliers de personnes à travers le pays. « On en parle quand ? », interrogeaient des pancartes portées par des manifestants. Ils entendaient ainsi faire pression sur les candidats à l'élection présidentielle afin qu'ils discutent des mesures urgentes à prendre pour faire face au péril.

Les dégâts consécutifs au réchauffement climatique sont une véritable catastrophe, non plus seulement annoncée mais déjà bien présente. Le dernier rapport du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) publié fin février est à ce titre plus qu'éloquent. Il annonce – études scientifiques et chiffres à

l'appui – la menace sur l'approvisionnement en eau et son impact sur la vie des populations et aussi sur le bétail, sur la pêche, sur les récoltes, sur toute la production alimentaire. Il dit les conséquences du réchauffement climatique sur la santé, la résurgence de maladies infectieuses anciennes qui avaient disparu, l'arrivée de nouvelles infections

et aussi sur la disparition des espèces animales et végétales. Il alerte sur les tempêtes, les incendies, les inondations, l'élévation du niveau des mers, la disparition de terres côtières sous les eaux et les déplacements de population consécutifs.

Il y a de quoi être particulièrement inquiet mais surtout en colère. Les conséquences du réchauffement climatique sont annoncées depuis des années, ne serait-ce que depuis le précédent rapport du GIEC en 2014. Il énonçait alors aussi les mesures indispensables pour éviter le pire, notamment la réduction d'urgence

des émissions de gaz à effet de serre.

Les chefs d'État, les responsables politiques, ceux qui tiennent en main les rênes de l'économie, ceux qui prennent les décisions concernant l'organisation de la production, des modes de transports, des sources d'énergie se sont rencontrés pour de longues discussions. Et alors ? Rien n'en est sorti car rien ne pouvait en sortir. Ces dirigeants sont incapables d'anticiper, d'organiser, de planifier la production à l'échelle de toute la société et en respectant la planète.

Le système capitaliste

est basé sur le libre jeu des intérêts particuliers sans aucun souci de l'intérêt général. Seule la recherche du profit dicte les décisions de chacun de ses acteurs. On ne pourra sauver la planète sans leur enlever des mains les rênes de l'économie afin de pouvoir l'organiser en fonction des besoins de la population et de l'indispensable respect de la planète.

Tout cela dépasse, et de très loin, les attributions d'un quelconque locataire de l'Élysée. Croire ou faire croire que cela pourrait l'être relève de l'illusion électorale.

Sophie Gargan

FÊTE 2022
de **LUTTE OUVRIÈRE**

concerts
librairies
arboretum
débats et expos
cinémas
cité des arts
carrousel de la connaissance
sciences
accrobranche
cité médiévale
espaces jeunes

Week-end de l'Ascension
vendredi 27
samedi 28
dimanche 29
mai
à **PRESLES**
(Val-d'Oise)

Meeting avec
NATHALIE ARTHAUD
samedi et dimanche à 15 heures

fete.lutte-ouvriere.org

27, 28 et 29 mai : la fête de Lutte ouvrière

La fête de Lutte ouvrière aura lieu le week-end de l'Ascension, vendredi 27, samedi 28 et dimanche 29 mai 2022.

Les cartes d'entrée sont disponibles en prévente au tarif de 15 euros (25 euros sur place), auprès de nos militants et bientôt sur le site <https://fete.lutte-ouvriere.org/>

